



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

Chef-lieu de Canton

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ***ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES***

#### **OBJET DU MARCHE**

**PRESTATIONS DE CONFECTION DE REPAS SUR SITE PAR LE PERSONNEL DE CUISINE EN CHARGE NOTAMMENT DE L'ENTRETIEN DE L'OFFICE DE RESTAURATION DU CENTRE DE VACANCES JEAN-VERBEURGT A LA BARRE-DE-MONTS**

#### **Pouvoir adjudicateur :**

COMMUNE DE VIRY-CHATILLON

*Représentée par M. Jean-Marie VILAIN, Maire de Viry-Chatillon*

Place de la République - BP 43 91178 VIRY-CHATILLON

☎ : 01 69 12 62 12

N° SIRET : 219 106 879 00014

Site internet : <https://viry-chatillon.fr>

✉ : [scp@viry-chatillon.fr](mailto:scp@viry-chatillon.fr)

# SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	4
1.6 - Modification du marché public .....	4
1.7 – Sous-traitance .....	4
1.8 – Notification via le profil acheteur.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
4-1-Description du traitement de données à caractère personnel.....	6
4-2-Obligations du titulaire .....	6
<b>4-2-1-Sous-traitant .....</b>	<b>6</b>
<b>4-2-2-Droit d'information des personnes concernées .....</b>	<b>6</b>
<b>4-2-3-Exercice des droits des personnes .....</b>	<b>6</b>
<b>4-2-4-Notification des violations de données à caractère personnel .....</b>	<b>6</b>
<b>4-2-5-Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur public de ses obligations .....</b>	<b>7</b>
<b>4-2-6-Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....</b>	<b>7</b>
<b>4-2-7-Sort des données .....</b>	<b>7</b>
<b>4-2-8-Délégué à la protection des données .....</b>	<b>7</b>
<b>4-2-9-Registre des catégories d'activités de traitement .....</b>	<b>7</b>
<b>4-2-10-Documentation .....</b>	<b>8</b>
5 - Durée du marché .....	8
5.1 - Durée du contrat.....	8
5.2 - Reconduction .....	8
6 - Prix .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
7 - Garanties Financières .....	10
8 - Avance .....	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
9 - Modalités de règlement des comptes .....	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
9.3 - Délai global de paiement.....	12
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
10.1 – Conditions générales d'exécution.....	12
10.2 – Elaboration des menus.....	13
10.3 – Respect des normes .....	13
10.4 – Encadrement et gestion du personnel .....	13
10.5 – Mise à disposition éventuelle d'un logement au profit du titulaire .....	14
11 – Suivi et contrôle d'exécution .....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	15
12.1 – Vérifications .....	15
12.2 – Décision après vérification .....	15
12.2.1 – Admission .....	15
12.2.2 – Ajournement.....	15
12.2.3 – Réfaction .....	15
12.2.4 – Rejet .....	16
13 – Gestion des clés .....	16
14 – Clause de réexamen .....	16
15 - Pénalités .....	16
15.1 - Pénalités de retard .....	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	19
16 - Assurances.....	19
17 – Exécution aux frais et risques du titulaire .....	20
17.1 – Exécution aux frais et risques sans résiliation .....	20
17.2 – Exécution aux frais et risques et résiliation .....	20
18 - Résiliation du contrat.....	20
18.1 - Conditions de résiliation .....	20
18.2 – Résiliation avec exécution aux frais et risques du titulaire défaillant .....	21
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	21
19 - Règlement des litiges et langues.....	21
20 - Dérogations .....	22

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : la confection de repas avec mise à disposition du personnel de cuisine en charge notamment de l'entretien de l'office de restauration du centre de vacances Jean-Verbeurgt à la Barre-de-Monts.

L'objet des prestations porte sur la confection des repas (petit-déjeuner, déjeuner, goûter et dîner) sur le site du centre de vacances de la Commune de Viry-Chatillon, Jean-Verbeurgt, situé à la Barre-de-Monts, sur la mobilisation du personnel nécessaire au service de restauration pour les enfants et les adultes accueillis, ainsi que le nettoyage des locaux et installations de restauration (office et salles).

**Lieu d'exécution** : Centre de vacances de Viry-Chatillon - JEAN-VERBEURGT, Route de la Corsive, 85550 La Barre-de-Monts.

La description des prestations du présent marché est précisée dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 2° du Code de la Commande Publique, l'Acheteur Public décide de ne pas allouer le marché. En effet, l'objet du marché présente un niveau élevé de technicité et mobilise des compétences pluridisciplinaires interdépendantes indispensables pour la mise en place d'un système intégré et complexe. La solution attendue devra s'interfacer avec les équipements existants, ce qui nécessite une approche globale afin de garantir l'efficacité et l'homogénéité des prestations.

Par ailleurs, l'identification de prestations distinctes ne saurait être opérée de manière pertinente, et une dévolution en lots séparés rendrait l'exécution techniquement difficile et financièrement plus coûteuse.

### **1.3 - Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire avec un montant maximum annuel en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-2, R.2162-4 2° à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dans la limite du montant maximum annuel défini à l'article 3 de l'acte d'engagement.

### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- La référence au marché ;
- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- Le lieu et la date (ou délai) d'exécution ;
- L'adresse de facturation

Les bons de commande sont signés par : le Maire ou son représentant dûment habilité.

Ils peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché et auront une durée de validité de 12 mois maximum.

Si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande dans un délai de quinze jours à compter de sa date de réception, sous peine de forclusion.

Le titulaire s'engage à se conformer aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'Acheteur Public.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée maximale d'exécution d'un bon de commande décidée unilatéralement par l'acheteur est de 3 mois.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.6 - Modification du marché public**

Le présent marché public peut être modifié conformément aux articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

### **1.7 – Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, celle-ci sera réalisée dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque sous-traitant doit être impérativement déclaré et validé par le pouvoir adjudicateur avant son intervention sur l'opération.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance). Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de sous-traitance, la société sous-traitante doit se garantir dans les mêmes conditions que le titulaire et est assujettie aux mêmes obligations administratives s'agissant de la communication des documents et attestations exigés du titulaire.

Si le formulaire de sous-traitance est **signé électroniquement**, cette demande d'agrément de sous-traitant pourra faire l'objet d'un envoi électronique avec accusé de réception à l'adresse suivante : [scp@viry-chatillon.fr](mailto:scp@viry-chatillon.fr). Pour faciliter le traitement de cette demande d'agrément de sous-traitant, le titulaire doit indiquer le numéro de marché attribué ainsi que son objet.

Cette demande ne peut être signée que par une personne habilitée dans le cadre du marché qui lie le titulaire à la Commune de Viry-Chatillon, dans le cas contraire le pouvoir autorisant la personne ayant signé devra nous être adressé conjointement.

En cas de **signature manuscrite**, l'original de cette demande d'agrément de sous-traitant devra nous parvenir par voie postale en lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

## **1.8 – Notification via le profil acheteur**

### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes,
- Les réponses aux questions intervenues en cours de consultation,
- La réponse technique du titulaire remise dans son offre (mémoire technique et ses éventuelles annexes),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification,
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, qui ne serait pas conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Le titulaire ne peut transmettre des données à des tiers que lorsque la loi le lui oblige.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer à ces nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale du contrat par l'acheteur.

#### **4-1-Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

#### **4-2-Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur public avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

##### **4-2-1-Sous-traitant**

En application du 2 de l'article 28 du RGPD, lors ce que le titulaire du marché entend confier une partie de l'exécution des prestations impliquant le traitement de données à caractère personnel à une autre entreprise désignée "sous-traitant", l'acheteur public doit donner son accord préalable par écrit, spécifique ou général, au sens de la commande publique.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur public. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur public de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

##### **4-2-2-Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur public de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

##### **4-2-3-Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur public à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@viry-chatillon.fr](mailto:dpo@viry-chatillon.fr)

##### **4-2-4-Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur public toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Courrier électronique au référent métier du marché (service opérationnel) et au délégué aux données personnelles de la collectivité de Viry-Chatillon ([dpo@viry-chatillon.fr](mailto:dpo@viry-chatillon.fr))

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur public, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

#### **4-2-5-Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur public de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur public pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4-2-6-Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4-2-7-Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur public. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **4-2-8-Délégué à la protection des données**

A la demande de l'acheteur public, le titulaire communique, par tout moyen possible, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4-2-9-Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4-2-10-Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **5 - Durée du marché**

#### **5.1 - Durée du contrat**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification.

#### **5.2 - Reconduction**

Le marché est reconduit de façon tacite jusqu'à son terme pour une période de 12 mois. Le nombre de période de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 4 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **6 - Prix**

#### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés aux Bordereaux des Prix.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui correspond à la date du premier séjour de l'année de reconduction. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sont fermes et non révisables au cours de la première période d'exécution, soit de la date de notification du marché jusqu'au 30 septembre de l'année de notification.



Cette période correspond à la première phase annuelle d'exécution des prestations de confection de repas sur site, réalisées au sein du centre de vacances, et programmées entre les mois de mars ou avril, selon le calendrier des séjours planifiés, et le mois de septembre inclus.

À compter de la seconde période annuelle d'exécution, correspondant aux séjours programmés de mars/avril à septembre de l'année civile suivante, les prix du BPU font l'objet d'une révision annuelle, appliquée à chaque reconduction du marché.

Le titulaire du marché s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, le BPU avec les prix révisés, à la date du premier séjour de l'année correspondant à l'application des prix révisés.

Il joindra également un document récapitulatif des prix révisés, accompagné des justificatifs des indices utilisés dans la formule de révision, tels que publiés par les organismes compétents.

La révision des prix devient applicable uniquement après validation par le pouvoir adjudicateur pour la nouvelle période. Les prix ainsi révisés restent figés pendant toute la période concernée, et seuls les bons de commande émis à compter du premier séjour de l'année suivante pourront être facturés aux prix révisés.

Cette révision intervient, à la hausse comme à la baisse, selon la formule ci-après définie.

$$P_n = P_0 \times \left( 0,45 \times \frac{I_n}{I_0} + 0,45 \times \frac{J_n}{J_0} + 0,10 \times \frac{K_n}{K_0} \right)$$

Dans laquelle :

$P_n$  = Prix hors taxes après révision

$P_0$  = Prix hors taxes initial

$I_n$  = Dernière valeur connue de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10 – Produits des industries alimentaires - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764061, publiée par l'INSEE à la date de la révision.

$I_0$  = Dernière valeur connue de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10 – Produits des industries alimentaires - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764061, publiée par l'INSEE à la date limite de remise des offres.

$J_n$  = Dernière valeur connue de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565191, publiée par l'INSEE à la date de la révision.

$J_0$  = Dernière valeur connue de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565191, publiée par l'INSEE à la date limite de remise des offres.

$K_n$  = Dernière valeur connue de l'indice des coûts du transport professionnel routier de marchandises régional porteur, communément appelé CNR Régional porteur, publiée par le Comité National Routier (CNR) à la date de la révision (Disponible sur le site du CNR : <https://www.cnr.fr/espaces/4/indicateurs/7?noContext=1> ).

$K_0$  = Dernière valeur connue de l'indice des coûts du transport professionnel routier de marchandises régional porteur, communément appelé CNR Régional porteur, publiée par le Comité National Routier

(CNR) à la date limite de remise des offres.

La révision intervient à la date d'anniversaire du marché. Le titulaire transmet, un mois avant la date de leur application, les prix révisés.

**En application de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS**, pour la mise en œuvre de la révision des prix unitaires, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de suppression de l'un des indices utilisés pour la formule de révision, il sera automatiquement remplacé par la nouvelle série mise en place par l'organisme émetteur avec application, le cas échéant, du coefficient de raccordement correspondant. Cette disposition ne requière pas la mise en œuvre d'un avenant.

Un acte modificatif (avenant) n'est nécessaire que si l'indice supprimé n'est pas remplacé.

## **7 - Garanties Financières**

Sans objet.

## **8 - Avance**

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

Le marché étant un accord-cadre étant reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> - N° SIRET Commune Viry-Chatillon : 219 106 879 00014). **CODE CHORUS DU SERVICE GESTIONNAIRE : EDUCATION.**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Acheteur Public peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1 La date d'émission de la facture ;
- 2 La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3 Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4 En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5 La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6 La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services réalisés ;
- 7 La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8 Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9 Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10 L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11 Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12 Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui

du destinataire de la facture.

Le titulaire doit impérativement transmettre une facture pour chaque résidence autonomie (repas collectif ou portage) et une facture pour le portage à domicile.

Le détail des modalités de facturation pourra être modifié à la demande de la Ville en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

### **10.1 – Conditions générales d'exécution**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le présent marché s'inscrit dans le cadre des dispositions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi EGALIM, relative à l'alimentation durable et de qualité en restauration collective. Le titulaire devra respecter les obligations fixées par cette loi, notamment en matière de provenance des denrées, de qualité nutritionnelle et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le présent marché intègre les obligations de la loi AGECL (n° 2020-105 du 10 février 2020), notamment la suppression des plastiques à usage unique dans les services de restauration collective, la mise en place d'actions de réduction du gaspillage alimentaire et la valorisation des biodéchets.

Le contrat s'exécute au moyen de bons de commande, dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à défaut à une date indiquée sur ce document, conformément à l'article 13.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S..

Les opérations de contrôles sont détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **10.2 – Elaboration des menus**

Les menus sont élaborés dans les conditions décrites au CCTP.

Après acceptation par les commissions concernées, aucun changement ne sera accepté, sauf accord express de l'acheteur.

### **10.3 – Respect des normes**

Les denrées utilisées dans la confection des repas doivent répondre aux dispositions communautaires et nationales s'y rapportant.

De même, les process utilisés doivent être conformes aux textes législatifs, réglementaires, ainsi qu'aux circulaires et directives se rattachant à la restauration collective. Le présent marché s'inscrit dans le cadre des dispositions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi EGALIM, relative à l'alimentation durable et de qualité en restauration collective. Le titulaire devra respecter les obligations fixées par cette loi, notamment en matière de provenance des denrées, de qualité nutritionnelle et de lutte contre le gaspillage alimentaire

Compte tenu de l'évolution des textes réglementaires, le titulaire s'engage à appliquer les nouveaux textes dès leur parution.

### **10.4 – Encadrement et gestion du personnel**

Le titulaire s'engage à affecter au marché un personnel qualifié et en nombre suffisant, disposant des compétences nécessaires à la bonne exécution des prestations. Il demeure entièrement responsable de son personnel, y compris pour le respect de la législation sociale, des conventions collectives applicables et des règles d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire assure la continuité du service, en respectant les horaires et les périodes d'activités définies, même en cas d'absence ou de remplacement de son personnel, sans impact sur la qualité des prestations. Le personnel doit adopter un comportement respectueux et compatible avec les exigences du service public, incluant la courtoisie, la discrétion et la neutralité.

Chaque membre du personnel doit être identifiable dans les locaux (tenue professionnelle, badge, etc.). La personne publique se réserve le droit de demander le remplacement immédiat de tout agent dont le comportement ou les compétences seraient incompatibles avec l'exécution du marché, sans ingérence dans la gestion du personnel par le titulaire.

Le titulaire reste responsable de tous dommages causés aux biens, aux tiers ou aux usagers par son personnel, et s'assure que tout recours à des sous-traitants respecte les dispositions du marché. Tout manquement aux obligations du présent article peut entraîner l'application des pénalités prévues au CCAP ou la résiliation du marché pour faute.

Dans un délai de quinze jours à compter de la prise d'effet du marché, le titulaire communique à la Ville l'identité et les qualifications du personnel affecté à l'exécution du présent marché, ainsi qu'un organigramme fonctionnel mis à jour à chaque changement, un tableau des effectifs également mis à jour et les profils de postes correspondants.

A cette occasion, le titulaire fournit également une attestation sur l'honneur certifiant avoir procédé à l'ensemble des vérifications réglementaires lui incombant en sa qualité d'employeur (notamment celles relatives au bulletin n°2 du casier judiciaire), et garantissant l'absence de mentions incompatibles avec l'exécution des prestations pour le personnel concerné.

Cette attestation devra être communiquée sans délai en cas de modification, temporaire ou permanente, du personnel affecté au marché.

### **10.5 – Mise à disposition éventuelle d'un logement au profit du titulaire**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, et afin de faciliter l'exécution des prestations, les parties pourront convenir, postérieurement à la notification du marché, de la conclusion d'une convention d'occupation d'un logement situé au sein du centre de vacances au bénéfice du titulaire ou d'un de ses préposés, à titre gratuit.

Les conditions juridiques, techniques et financières de cette occupation, notamment sa durée, ses modalités d'utilisation, les obligations d'entretien, les assurances requises, les responsabilités encourues ainsi que les pénalités applicables en cas de manquement, seront précisées dans cette convention d'occupation, conclue ultérieurement entre les parties.

Le titulaire veillera au respect des conditions d'occupation et au bon usage du logement attribué.

## **11 – Suivi et contrôle d'exécution**

Le pouvoir adjudicateur assure le suivi de l'exécution du marché par tout moyen qu'il estime approprié, notamment :

- La vérification de la conformité des prestations aux exigences du CCTP ;
- Le contrôle qualitatif et quantitatif des repas réalisés ;
- L'analyse des retours des usagers (élèves, personnel encadrant, etc.) ;
- La tenue de réunions périodiques de suivi avec le titulaire.

Le titulaire s'engage à collaborer pleinement à ces opérations de contrôle et à fournir, tous documents, justificatifs ou informations demandés par le pouvoir adjudicateur, nécessaires au suivi et à la vérification de l'exécution du marché.

### **• L'état des lieux initial et mesures correctives**

Le titulaire est tenu de procéder à un état des lieux relatif au respect des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire au cours du premier mois d'exécution des prestations (mars 2026).

Cet état des lieux inclut notamment la mise en place et le suivi des PMS et permet d'identifier d'éventuels points d'amélioration et mesures correctives si nécessaire.

Le titulaire est tenu de transmettre au pouvoir adjudicateur l'état des lieux au plus tard le 30 mars 2026.

À défaut de remise dans ce délai, des pénalités seront appliquées conformément aux dispositions de l'article 15 du présent CCAP.

### **• Transmission des rapports officiels**

Le titulaire s'engage à transmettre sans délai tous les procès-verbaux et comptes rendus établis par les services officiels de contrôle (DDPP, DASS, etc.) relatifs à l'exécution du marché.

### **• Réunions et reporting**

Le titulaire est tenu de participer à des réunions de suivi avec le pouvoir adjudicateur au moins une fois par mois et de fournir sur simple demande les tableaux de bord mensuels d'activité, conformément aux obligations contractuelles.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 – Vérifications**

Conformément à l'article 23.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment de l'exécution des prestations, lors de la confection et de la livraison des repas sur site, ainsi que lors de l'entretien des locaux de l'office de restauration, par les représentants du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment et sans préavis, procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaires afin de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution avec les stipulations du marché. **Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS**, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures retenus pour les opérations de vérification.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et un temps limité.

### **12.2 – Décision après vérification**

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

#### **12.2.1 – Admission**

**Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS**, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou, en l'absence de notification, dans un délai de sept jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution des prestations.

#### **12.2.2 – Ajournement**

**Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS**, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises qu'après certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point dans un délai de sept jours.

Le titulaire doit confirmer son acceptation dans un délai de sept jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus ou silence du titulaire au-delà de ce délai, le pouvoir adjudicateur peut :

1. Admettre les prestations avec réfaction proportionnelle, ou
2. Rejeter les prestations, conformément aux dispositions des sections 12.2.3 et 12.2.4.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de sept jours vaut décision de rejet des prestations.

**Par dérogation à l'article 30.2.3 du CCAG-FCS**, lorsque les opérations de vérification sont effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de sept jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour retirer les biens concernés.

#### **12.2.3 – Réfaction**

**Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS**, le pouvoir adjudicateur peut appliquer une réfaction de prix sur les prestations partiellement non conformes aux stipulations du marché, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Le titulaire devra se conformer aux stipulations du marché dans un délai de sept jours à compter de la décision de réfaction.

## **12.2.4 – Rejet**

**Par dérogation à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS**, en cas de rejet des prestations, le titulaire est tenu de réexécuter intégralement la prestation prévue par le marché dans un délai de sept jours à compter de la notification de la décision de rejet.

## **13 – Gestion des clés**

Les clés donnant accès aux locaux nécessaires à l'exécution du présent marché sont remises au titulaire pour la durée de la prestation. Le titulaire en assure la garde et la responsabilité exclusive tant qu'elles demeurent en sa possession.

Le titulaire s'engage à ne procéder à aucune reproduction des clés qui lui sont confiées et à ne les remettre, en aucun cas, à un tiers extérieur à l'exécution du marché.

En cas de changement de personnel intervenant dans le cadre de la mise à disposition de personnel de cuisine, il appartient au titulaire de veiller à la bonne passation des clés entre les agents sortants et entrants, et de garantir la continuité de leur sécurisation.

À l'issue de la prestation, ou en cas de cessation d'intervention de tout membre du personnel affecté au marché, les clés devront être restituées au pouvoir adjudicateur. Toute perte, non-restitution ou reproduction non autorisée entraînera le remplacement des serrures, lequel sera intégralement à la charge du titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites ou pénalités prévues au marché.

## **14 – Clause de réexamen**

Le marché pourra être modifié, par voie d'avenant, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, notamment dans les cas suivants :

- **En cas de situation d'urgence :**

En cas de situation d'urgence nécessitant l'adaptation des prestations pour une durée à déterminer, les parties mettront en place, d'un commun accord, les mesures nécessaires à la continuité du service de restauration, parmi celles listées ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Mise en place de règles sanitaires renforcées (désinfection, ...) ;
- Adaptation des menus ;
- Adaptation des prestations ;
- Modification des modalités d'accès aux sites ;
- Mise en adéquation des prix unitaires aux nouvelles mesures, ...

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Faute par le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités peuvent lui être infligées selon les modalités suivantes (en **dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS**).

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du titulaire, et donc de l'application des pénalités, les hypothèses suivantes :

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative,
- Le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du titulaire),
- Le retard imputable au pouvoir adjudicateur.

La pénalité peut être de deux types en fonction de la nature de l'infraction constatée :



- ⇒ Sans mise en demeure préalable sur simple constat du pouvoir adjudicateur,
- ⇒ Avec mise en demeure préalable : la sanction est déclenchée si la mise en demeure est restée sans effet pendant cinq jours à compter de la date de réception du courrier recommandé par le titulaire.

Le tableau ci-après précise la nature et le montant des pénalités auxquelles le titulaire s'expose en cas de non-respect du marché.

Elles feront l'objet de l'émission d'un titre de recettes par le pouvoir adjudicateur.

Désignation de la pénalité <b>QUALITE OFFRE</b>	Montant	Après mise en demeure
Non-respect des spécifications qualitatives (marqueurs de qualité des denrées : labels, origine, locaux, bio,...) Non-respect des prescriptions techniques liées aux offres alimentaires : grammages, fréquences, produits non conformes, décision unilatérale de changement de menu sans accord du concédant	300 € par infraction constatée, sur la base d'un contrôle de traçabilité	
Non-respect des spécifications quantitatives (grammages) sur le(s) office(s) du membre du groupement	30% du montant facturé de la prestation au grammage insuffisant (pour un écart de plus de 10%) X nombre de repas commandés.	
Service à température non-conforme, non-respect des normes et des fréquences de contrôles bactériologiques, Non-respect des règles d'entretien et d'hygiène	500 € par infraction constatée,	
Non-respect des engagements portant sur la saisonnalité des fruits et légumes	250 € par infraction constatée après mise en demeure restée sans effet. L'infraction s'entend par un écart par rapport au calendrier prévisionnel intégré par le prestataire dans son mémoire technique	x
Tromperie sur les labels ou les certificats : utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, repas dans lesquels auront été incorporés des produits ne correspondant pas aux labels ou aux certificats présentés	500 €/infraction par repas	

Désignation de la pénalité <b>Hygiène</b>	Montant	Après mise en demeure
Non-respect des modalités de conditionnement des repas et d'étiquetage des barquettes	150 € par infraction constatée	
Non-respect des DLC y compris sur le stock de secours	250 € par infraction constatée	
Non-transmission des documents se rapportant à la traçabilité des produits	50 € par jour de retard	
Non-respect des bonnes pratiques d'hygiène sur office	300 € par infraction constatée	

Désignation de la pénalité Personnel	Montant	Après mise en demeure
Non-respect du programme de formation des personnels des membres du groupement	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet	
Absence de remplacements par du personnel formé et en capacité (cuisinier, interlocuteur dédié / référents )	300€/jour d'absence	
Manquement à l'obligation de production de l'attestation sur l'honneur prévue à l'article 6.1 du CCTP dans les 15 jours à compter de la prise d'effet du marché et sans délai dès changement de personnel	1 000 €/jour de retard	

Désignation de la pénalité REPORTING SUIVI	Montant	Après mise en demeure
Retard dans la transmission des tableaux de bord - Non-transmission de documents demandés par le concédant ou prévus par le contrat de toute nature tels que certificats de provenance, factures d'achat destinés à connaître la provenance et la qualité des produits servis, Menus, Fiches techniques ...	50 € par jour de retard	x
Retard dans la transmission de la copie de la police d'assurance souscrite par le prestataire au titre du marché	50 € par jour de retard	x
Retard dans la transmission de tout document dont la communication est prévue au marché et non listé dans les pénalités supra	50 € par jour de retard	x
Retard dans la transmission des états de consommation des produits laitiers et fruits	50 € par jour de retard	x
Retard dans la transmission des états Egalim	50 € par jour de retard	x
Non-respect, du plan global de communication	100€ par manquements constatés	

Désignation de la pénalité ORGANISATION FONCTIONNEMENT	Montant	Après mise en demeure
Non transmission du planning de tournée (sites/plages horaires) dans les 15 jours suivant le démarrage du marché	100€ par jour de retard	
Non-respect des horaires de livraison	250 € par demi-heure de retard par site (toute heure commencée est due)	
Non-respect des horaires de réajustement	250 € par quart d'heure de retard par site (toute heure commencée est due)	
Non-respect de la continuité du service (sauf cas de force majeure, validé par le pouvoir adjudicateur) - interruption totale du service pour une journée - interruption totale du service au-delà d'une	2000 € par jour - résiliation du marché sans indemnité	

semaine		
Absence de stock de secours sur le(s) office(s) du membre du groupement	150€ par jour de retard	x
Non remplacement des stocks de secours en cas d'utilisation	150€ par jour de retard	
Non-respect des repas commandés (en quantité et en nature)	50 € par repas manquant	
Changement de la cuisine centrale sans information préalable du membre du groupement	2 500 € par infraction constatée	
Non-respect des menus validés par le membre du groupement sans accord préalable et écrit du membre du groupement	250 € par infraction constatée L'infraction s'entend par une composante d'un repas non respectée y compris l'engagement qualitatif (label, origine)	
Non-respect des modalités de communication des menus pour validation éventuelle par le membre du groupement et documents prévus (projets de menus, tableaux du GEMRCN)	100 € par jour de retard par rapport aux délais contractuels	
Non-respect des modalités de recueil de la satisfaction des convives	75 € euros par jour de retard	x

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS**, aucune exonération ne sera appliquée.

Les pénalités sont cumulables, **par dérogation à l'article 14.1.3**, et ne sont pas libératoires. L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le membre du groupement ou les tiers des préjudices qu'ils auraient effectivement subis à l'occasion de l'exécution du présent marché.

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

**Traitement des situations de travail dissimulé :** Lorsque l'Acheteur Public est informé par les instances de contrôle d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la commune de Viry-Chatillon, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'Acheteur Public se réserve le droit d'imposer les pénalités définies au présent document et l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. La commune informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et préalablement à tout commencement d'exécution, de la souscription des contrats d'assurances requis, au moyen d'une attestation délivrée par la compagnie d'assurance précisant la nature et l'étendue des garanties couvertes.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du présent marché, de souscrire et de maintenir en vigueur, à ses frais exclusifs, les assurances suivantes :

- Une assurance responsabilité civile professionnelle, couvrant l'ensemble des dommages causés aux tiers du fait des prestations objet du marché ;
- Une assurance responsabilité civile d'exploitation, incluant notamment la couverture des dommages causés au matériel mis à disposition par la Ville.

Au titre du présent marché, le titulaire devra garantir l'intégralité de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers, conformément aux dispositions applicables du Code civil, et notamment de l'article 1384, que ces dommages résultent :

- Des faits, actes ou omissions de son personnel salarié ou de toute personne placée sous sa responsabilité, y compris les sous-traitants dûment agréés, quelle que soit la nature ou la gravité des fautes commises ;
- Du matériel, des produits ou des équipements utilisés pour l'exécution des prestations ;
- Des prestations exécutées ou de tout événement engageant la responsabilité du titulaire.

Sont notamment couverts, sans que cette énumération soit limitative, tous les risques d'intoxication alimentaire.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute modification relative aux contrats d'assurance susmentionnés (résiliation, suspension, changement d'assureur, modification substantielle des garanties...), et ce dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la survenance dudit changement.

La prise d'effet du marché est expressément subordonnée à la remise par le titulaire, pour agrément préalable, d'un exemplaire des polices d'assurance « responsabilité civile professionnelle » et « responsabilité civile d'exploitation » souscrites pour les besoins du présent marché.

Au début de chaque année d'exécution des prestations, le titulaire devra produire les attestations d'assurance à jour, délivrée par la compagnie d'assurance, mentionnant la nature, l'étendue des garanties ainsi que le paiement effectif de la prime afférente à l'année en cours.

En cas de franchise stipulée dans les contrats d'assurance souscrits par le titulaire, celle-ci restera entièrement et exclusivement à sa charge, sans possibilité de recours contre la Ville.

## **17 – Exécution aux frais et risques du titulaire**

### **17.1 – Exécution aux frais et risques sans résiliation**

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, la collectivité pourra ordonner la poursuite des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire toute prestation objet du marché, sans résiliation du contrat.

### **17.2 – Exécution aux frais et risques et résiliation**

En cas de manquements graves et répétés et notamment en cas d'exécution aux frais et risques, la collectivité pourra procéder à la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, ce dernier devant supporter également les surcoûts engendrés.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS**, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 – Résiliation avec exécution aux frais et risques du titulaire défaillant**

En cas de manquements graves et répétés et notamment en cas d'exécution aux frais et risques, la collectivité procèdera à la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

**Résiliation du marché aux torts du titulaire :** le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Acheteur Public.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 22.3 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.2.1 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.2.2 du CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.2.2 du CCAP déroge à l'article 30.2.3 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.2.3 du CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 12.2.4 du CCAP déroge à l'article 30.4.2 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – Fournitures courantes et services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures courantes et services